

L'an deux mille vingt-quatre et le douze février, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
12 février 2024**

Date de convocation : 6 février 2024

Mise en ligne le : 6 février 2024

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 48 (délibérations n°1-24 à 6-24) ; 49 (à partir de la délibération n°7-24)

Nombre de votants : 55 (délibération n°3-24) ; 56 (délibérations n°1-24 à 2-24 puis délibérations n°4-24 à 6-24) ; 57 (à partir de la délibération n°7-24)

Nombre d'absents : 4 (délibérations n°1-24 à 6-24) ; 3 (à partir de la délibération n°7-24)

PRÉSENTS : **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes de Venise :** Jérôme BOULETIN **Beaumont du Ventoux :** Alain BREMOND **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Alain BELHOMME - Victorine SURTEL - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Laurence BOSSERAI - Véronique MENCARELLI - Claudine MORA - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Pierre BOURDELLES **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Gigondas :** Michel MEFFRE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON **Mazan :** Louis BONNET - Joséphine AUDRIN - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Patrice FLAGEAT - Alexandre KORMANYOS (à partir de la délibération n°7-24) **Suzette :** Patricia OLIVERO **Vacqueyras :** Thérèse BAUDOUIN suppléante de Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Caroline BALAS à Yvette GUIOU - Jean-Pierre CAVIN à Bernard BOSSAN - Catherine RIMBERT à Bertrand de LA CHESNAIS - Jean-Marc ISSARTIER à Christiane MORIN-FAVROT - Claude MELQUIOR à André AIELLO - Chantal MOCZADLO à Frédéric TENON - Georges MICHEL à Louis BONNET - Audrey FRANQUET à Anne-Marie BARDET.

ABSENTS EXCUSÉS : Michel BLANCHARD - Pauline DREANO - François ILLE - Alexandre KORMANYOS (jusqu'à la délibération n°6-24).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Dominique PLANCHER

Conseil communautaire du 12 février 2024

Délibération n°31-24

Objet : modification du tableau des effectifs

Conseil communautaire du 12 février 2024
Délibération n°31-24
Objet : modification du tableau des effectifs

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Considérant que dans le cadre du départ de la responsable du secteur dépenses, une réorganisation de la direction a été proposée et a abouti à la transformation du poste de gestionnaire assurances, agent comptable et assistant administratif en un poste de gestionnaire assurance - assistant administratif ERPI et finances qu'il convient de pourvoir et pour cela :

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux ;
- de transformer au tableau des effectifs un poste vacant ouvert au grade de rédacteur à temps complet en un poste ouvert au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux à temps complet ;

Considérant que dans le cadre du départ de la gestionnaire du personnel référente emplois contractuels, il convient, en vue de pourvoir son remplacement :

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux ;
- de transformer au tableau des effectifs un poste vacant ouvert au grade de rédacteur à temps complet en un poste ouvert au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux à temps complet ;

Considérant que dans le cadre du départ de la coordinatrice de l'atelier santé ville, il convient, en vue de pourvoir son remplacement :

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux ;

Considérant que dans le cadre de la réorganisation de la Direction des services techniques, un poste de technicien bâtiments travaux d'investissement et de fonctionnement a été validé et qu'il convient :

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux ;
- d'autoriser la création au tableau des effectifs d'un poste ouvert au cadre d'emploi des techniciens territoriaux ;

Considérant que dans le cadre du départ de la directrice de la cohésion sociale, il convient, en vue de pourvoir son remplacement :

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux ;

Considérant que pour des besoins de service, le poste de médiateur.trice culture spécialité patrimoine à temps non complet (17.5h hebdomadaires) doit être modifié dans la définition de ses missions pour prendre en compte des missions d'animation et de programmation pour le forum des patrimoines mais également dans sa quotité de temps de travail, et qu'il convient pour cela :

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux ;
- d'autoriser la transformation au tableau des effectifs d'un poste ouvert à temps non complet (17h50/35) au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine en un poste à temps complet ;

Considérant qu'afin de répondre au besoin de sécurisation des systèmes informatiques de la CoVe et des communes membres du service commun de la DINT, il convient :

- d'autoriser la création d'un poste d'administrateur sécurité système et réseau à temps complet, ouvert au cadre d'emploi des techniciens territoriaux et au grade d'ingénieur ;
- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux ;

Considérant que dans le cadre de la réorganisation de la Direction de l'aménagement du territoire, un poste de gestionnaire administratif et financier habitat a été validé et qu'il convient :

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux ;
- d'autoriser la création au tableau des effectifs d'un poste à temps complet ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs ou des rédacteurs territoriaux ;

Considérant que suite à l'augmentation de l'activité du service emploi et compétences, un poste d'assistant administratif emploi et compétences de la DRH a été validé et qu'il convient d'autoriser la création au tableau des effectifs d'un poste à temps complet ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Considérant qu'il convient de régulariser une situation erronée inscrite au tableau des effectifs et de transformer le poste d'archiviste numérique ouvert au grade d'attaché principal de conservation pour le positionner sur le grade d'attaché de conservation du patrimoine ;

Entendu le rapport du vice-président délégué aux ressources humaines,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE CREER au tableau des effectifs les emplois suivants :

- 1 poste d'administrateur sécurité système et réseau à temps complet ouvert au cadre d'emplois des techniciens territoriaux (catégorie B) et au grade d'ingénieur territorial (catégorie A) ;
- 1 poste de technicien bâtiments travaux d'investissement et de fonctionnement à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des techniciens territoriaux (catégorie B) ;
- 1 poste de gestionnaire administratif et financier habitat à temps complet ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux (catégorie C) ou des rédacteurs territoriaux (catégorie B) ;

- 1 poste d'assistant administratif emploi et compétences de la DRH à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux (catégorie C) ;

Article 2 : DE TRANSFORMER au tableau des effectifs les emplois suivants :

- 1 poste de médiateur culturel ouvert au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine à temps non complet (17h50/35) en un poste à temps complet ;
- 2 postes ouverts au grade de rédacteur à temps complet en deux postes ouverts au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux à temps complet ;
- 1 poste ouvert au grade d'attaché principal de conservation du patrimoine à temps complet en un poste ouvert au grade d'attaché de conservation à temps complet ;

Article 3 : D'AUTORISER le recours à 8 contrats pris sur le fondement de l'article L 332-8 2° du code de la fonction publique pour une durée maximale de trois ans dans le cas où le recrutement de fonctionnaires serait infructueux :

- 1 directeur.trice de la cohésion sociale à temps complet – cadre d'emplois des attachés territoriaux (catégorie A) ;
- 1 médiateur.trice culturel.le spécialité patrimoine – coordinateur.trice de l'animation du forum des patrimoines à temps complet – cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques (catégorie B) ;
- 1 administrateur.trice sécurité système et réseau à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des techniciens territoriaux (catégorie B) et au grade d'ingénieur (catégorie A) ;
- 1 gestionnaire du personnel référent.e emplois contractuels à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux (catégorie B) ou au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux (catégorie C) ;
- 1 gestionnaire des assurances – assistant.e administratif.ve ERPI et finances à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux (catégorie B) ou des adjoints techniques territoriaux (catégorie C) ;
- 1 coordonnateur.trice de l'atelier santé ville à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des attachés territoriaux (catégorie A) ;
- 1 technicien bâtiments travaux d'investissement et de fonctionnement à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des techniciens territoriaux (catégorie B) ;
- 1 gestionnaire administratif et financier habitat à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux (catégorie C) ou des rédacteurs territoriaux (catégorie B) ;

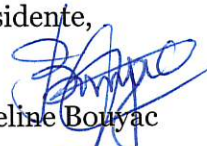
Article 4 : DE FIXER la rémunération des contrats visés à l'article 3 par référence aux grilles indiciaires rattachées aux grades afférents et avec la possibilité de bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ces fonctions.

Article 5 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

la secrétaire de séance,


Dominique Plancher

la Présidente,


Jacqueline Bouyac

Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr